



Mouves

« L'efficacité économique au service de l'intérêt général »



DOSSIER DE
PRÉSENTATION

SOMMAIRE

QU'EST-CE QUE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?	P.1
FICHE D'IDENTITÉ	
PORTRAITS D'ENTREPRENEURS SOCIAUX	
POURQUOI DEVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?	P.4
COMMENT DEVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?	P.5
LE MOUVEMENT DES ENTREPRENEURS SOCIAUX (MOUVES) ET SES MISSIONS	P.6
ILS PARLENT DU MOUVES	P.8

QU'EST-CE QUE L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?

L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL, FICHE D'IDENTITÉ

L'entrepreneuriat social est **un mouvement de fond mondial** que l'on retrouve aussi bien aux Etats-Unis qu'au Bangladesh, en Europe comme en Corée, qui participe au renouvellement des modèles économiques dominants qui ont montré leurs limites : **économie de marché financiarisée ou prédominance de l'Etat, en créant une troisième voie** émancipatrice à mi-chemin entre ces deux pôles. Les entreprises sociales sont ainsi des milliers à faire la preuve chaque jour que l'on peut répondre efficacement aux besoins sociaux des populations, tout en étant ancré dans une économie de marché concurrentielle. Les entrepreneurs sociaux concilient initiative privée et solidarité, esprit d'entreprise et volonté de rendre l'économie plus humaine, **rentabilité et partage des richesses**.

L'entreprise sociale est encadrée par 4 frontières à géométrie variable :

- 1. Un projet économique** : comme son nom l'indique, **une entreprise sociale est avant tout une entreprise**, elle fonde donc son projet sur un modèle économique viable induisant une prise de risque, une production de bien et/ou de services, la création de richesse et d'emploi, l'apport d'une réponse à une demande de marché, une **indépendance** vis-à-vis des pouvoirs publics.
- 2. Une finalité sociale et/ou environnementale** : l'**objet même** d'une entreprise sociale est de **répondre à un besoin social ou environnemental**. Autrement dit, sa mission est de produire, au-delà de sa seule valeur économique, une valeur sociale ou environnementale qui existe par le recrutement de ses salariés (précaires, en situation d'exclusion, de handicap, ...), ses méthodes de production (production dans des conditions éthiques, favorisant le développement local), sa clientèle / ses bénéficiaires (publics jugés non solvables).
- 3. Une lucrativité limitée** : cela ne veut pas dire s'affranchir de la rentabilité, mais **la rentabilité devient un moyen au service du projet social de l'entreprise**. Les entreprises sociales s'attachent à répartir équitablement les excédents, en donnant la priorité au développement du projet de l'entreprise. De fait, les entrepreneurs sociaux se retrouvent autour de quelques logiques de fonctionnement :
 - L'échelle des salaires est encadrée
 - Les excédents sont mis au service des hommes et du projet
 - La rémunération du capital est limitée
 - Le processus de décision n'est pas fondé sur la propriété du capital
- 4. Une gouvernance participative** : elle cherche à **impliquer les parties prenantes** (salariés, collectivités, financeurs, bénéficiaires fournisseurs...) dans le processus de décision de l'entreprise, pas au nom d'une idéologie mais au service de l'efficacité et de la qualité de service.

La définition de l'entreprise sociale (inspirée de travaux à l'échelon européen) du Mouves se résume donc ainsi :

«Les entreprises sociales sont des entreprises à finalité sociale, sociétale ou environnementale et à lucrativité limitée. Elles cherchent à associer leurs parties prenantes à leur gouvernance.»

UN MOUVEMENT DE FOND EUROPÉEN

En 2011, la **Commission européenne s'est emparée du sujet** en proposant un plan d'action global, concret et ambitieux, pour accélérer le développement des entreprises sociales en Europe. Cette **« initiative pour l'entrepreneuriat social »** à laquelle le Mouves contribue activement propose 11 actions-clés visant à donner aux entreprises sociales l'accès à l'ensemble des opportunités de développement ouvertes par le marché intérieur, et ce, au même titre que les entreprises « classiques ».

Trois axes sont considérés : **amélioration du financement** (financements privés et européens), **de l'environnement réglementaire** (accès aux marchés publics) et **de la visibilité** (renforcement de la professionnalisation et de la mise en réseau, promotion et reconnaissance).

La France doit prendre toute sa place dans la construction de cet environnement favorable à l'essor d'un entrepreneuriat social eu-

ropéen solide, pérenne et innovant, en agissant sur son propre territoire mais aussi au sein des institutions de l'Union pour :

- Assurer la mise en oeuvre de l'initiative de la Commission, notamment lors de l'élaboration de la programmation 2014/2020 des fonds structurels européens
- Développer et favoriser les échanges entre les acteurs européens du secteur ;
- Faciliter l'accès aux financements et programmes européens pour les entreprises sociales françaises ;
- Promouvoir à l'échelle européenne les réussites françaises en matière d'entrepreneuriat social, mais également s'inspirer des meilleures pratiques des autres pays européens, ou même au-delà (Amériques, Asie...).

PORTRAITS D'ENTREPRENEURS SOCIAUX MEMBRES DU MOUVES



La mobilité : un enjeu majeur pour l'emploi Florence Gilbert, Voiture & Co - Ile-de-France

La mobilité est un enjeu clé pour l'accès à l'emploi et un **facteur de diminution du chômage sous évalué** : 20 % de la population française se trouve à un moment ou à un autre contraint dans sa mobilité. Voiture&Co permet chaque année à plusieurs centaines de personnes de retrouver ou de conserver leur emploi grâce à son expertise. Son dispositif « Bougez vers l'emploi » constitué d'**agences réparties sur 9 territoires en France**, permet d'effectuer un **diagnostic** de la capacité d'une personne à se déplacer et en fonction de ses besoins, de trouver la formation ou la solution de déplacement la plus adaptée (vélo, transport collectif, voiture, etc.). Au-delà de cette **plus-value sociale**, ce dispositif génère une **plus-value financière mesurable pour les financeurs publics**, permettant économies et recettes (indemnités RSA, chômage, rentrée de cotisations sociales). Pour 1 euro dépensé par les financeurs dans une plateforme « Bougez vers l'Emploi ! », le dispositif fait économiser ou gagner 6 euros à la collectivité ! Voiture&co vient récemment de nouer un **partenariat avec Renault** : un réseau de garages solidaires qui permet aux personnes à bas revenus et pour qui la voiture est essentielle de faire réparer leur voiture à moindre frais. Un partenariat entreprise sociale & entreprise classique **innovant** !



Made In France et réindustrialisation Christophe Chevalier, Groupe Archer - Rhône-Alpes

Christophe Chevalier a obtenu le **prix de l'entrepreneur social 2011** (Schwab - BCG). Il s'est battu pendant 20 ans pour la réinsertion de personnes en difficulté mais les débouchés pour ses salariés se raréfiant, il a décidé de **s'attaquer au chantier des délocalisations**. Patron d'un groupe embauchant plus de 200 salariés, il a relancé l'industrie de la chaussure à Romans-sur-Isère avec la **marque Made In Romans**. Pour ce faire il a recruté des salariés parfois mis en retraite anticipée à cause de la fermeture de leur usine qui possèdent pourtant des qualifications et un savoir-faire devenu rares ! Partant du constat que c'est **en coopérant et en mutualisant des compétences éparses** que l'on peut relancer des activités **sur des territoires sinistrés**, il promeut les «Pôle Territoriaux de Coopération Economiques» (PTCE) qui réunissent tous les acteurs locaux dans ce but : entreprises, collectivité, recherche. Un fort potentiel d'innovation et de réindustrialisation !



Des services qui recréent du lien social Sylvain Lepainteur, La Conciergerie Solidaire - Aquitaine

Sylvain Lepainteur installe **des conciergeries solidaires dans les entreprises** pour permettre à leurs salariés de bénéficier de services respectueux de l'environnement assurés par un personnel en insertion (garderie, pressing, administratif, véhicules, ...). **L'objectif est triple** : permettre aux salariés d'améliorer leur **bien être** en disposant de davantage de temps libre pour leur famille, leur donner accès à des **services éthiques** et favoriser le développement d'**activité d'autres entreprises sociales**. En effet, Sylvain Lepainteur estime que pour un emploi de concierge solidaire créé, 5 emplois de l'économie sociale et solidaire bénéficieront d'un accroissement d'activité. Par ailleurs, La conciergerie solidaire organise des **animations régulières génératrices de cohésion sociale** dans les entreprises autour de paniers bio, de recyclage de déchets électroniques, de vêtements etc. Les salariés de l'entreprise participent ainsi pleinement à des activités à plus-value sociale et environnementale.

PORTRAITS D'ENTREPRENEURS SOCIAUX MEMBRES DU MOUVES



Tri sélectif : concurrencer les grands groupes et leur sous-traiter des activités Matthieu Grosset, Juratri - Franche-Comté

Leader régional du traitement des DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques), Juratri est également le **4ème employeur de son territoire** avec 135 salariés dont 60 en insertion ! L'entreprise est sous **statut Scop et appartient à ses salariés**. Capable d'investir ainsi en toute indépendance dans des activités d'avenir, Juratri a su faire les bons choix pour se développer tout en étant capable d'employer et d'accompagner au retour à l'emploi **un personnel fragile en insertion**, dont des femmes (rares dans le secteur du tri des déchets). **L'entreprise sous-traite** maintenant une partie de son activité à des grands groupes industriels (par ailleurs sociétaires de Juratri). En tant qu'**acteur incontournable du territoire**, le groupe doit aujourd'hui répondre à un enjeu majeur : comment continuer à insérer des salariés sur un territoire sinistré où les débouchés se raréfient ? Juratri prévoit d'investir davantage pour créer encore plus d'emplois sur son territoire.



Petite enfance : un dispositif de garde d'enfants socialement innovant Chantal Mainguené, Môm'artre - France

Chantal Mainguené a identifié un véritable besoin chez les personnes qui **vivent seules avec leur(s) enfant(s)** et qui de surcroît **travaillent à des horaires décalés**. Elle a créé Môm'artre qui prend en charge leurs enfants après l'école à **moindre frais**. Encadrés par des salariés et bénévoles, ils prennent leur goûter, font leurs devoirs et participent à des ateliers artistiques. Cela permet aux parents de respirer (financièrement et socialement) et aux enfants de s'initier à l'art avec de vrais artistes. Ces derniers sont souvent en situation de précarité et c'est aussi pour eux un moyen de trouver une activité rémunérée. Les crèches de Mom'artre sont **des lieux d'échange et d'ouverture d'esprit, actrices de la vie de quartier** et qui se **démultiplient** : en dix ans, Mom'artre est parvenue à ouvrir une dizaine d'antennes en France, accueillant ainsi 380 inscrits.



Multiservices et lutte contre les exclusions à grande échelle Jean-Marc Borello, Groupe SOS - Monde

Né de trois associations de lutte contre les exclusions, le Groupe SOS est parvenu à démontrer, en près de trente années d'existence, qu'avec une **gestion rigoureuse** il est possible de grandir pour avoir **un impact social et environnemental toujours plus fort**. On estime aujourd'hui que les actions du Groupe SOS ont un impact sur plus de **1 million de personnes par an**. Le Groupe SOS détient aujourd'hui **45 entités** (associations, sociétés, coopératives), dans de **très divers domaines** (santé, personnes âgées, petite enfance, insertion, presse et radio, finance solidaire ...) et emploie **10 000 personnes en France et dans d'autres pays**. En appliquant les méthodes du privé à un **groupe associatif à lucrativité limitée**, Jean-Marc Borello est parvenu à concilier sens et performance.

POURQUOI DEVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?

➔ La crise économique, sociale, environnementale s'est profondément installée dans notre pays avec **une croissance, une aggravation et une complexification des besoins sociaux**. Par ailleurs, l'Etat Providence, en mutation et en crise, est aujourd'hui confronté à la **nécessité de faire plus et mieux avec moins**. Parce que les entreprises sociales savent répondre à ces enjeux, la France a plus que jamais besoin d'encourager leur développement.

Les entreprises sociales ne font pas partie d'une quelconque économie marginale, de « seconde zone », mais contribuent au contraire pleinement à **la croissance du pays**. A la croisée des politiques publiques et du marché, plaçant l'efficacité économique au service de l'intérêt général, créatrices de richesses, d'emplois et d'innovations partout sur le territoire, les entreprises sociales doivent être au cœur du **nouveau modèle de croissance français**.

1. LES ENTREPRISES SOCIALES PERMETTENT D'OPTIMISER LES DÉPENSES PUBLIQUES

Conciliant les exigences du service public et du marché, les entreprises sociales permettent d'optimiser fortement les dépenses publiques, en faisant plus et mieux avec moins. De nombreux travaux montrent qu'**elles rapportent plus qu'elles ne coûtent à l'Etat et aux collectivités**. Par exemple, une étude dans plusieurs régions montre que pour 1 euro dépensé par les pouvoirs publics dans les entreprises d'insertion par l'activité économique, plus de 2 euros de recettes sont générées par ces mêmes entreprises de manière indirecte (impôts) et directe (économie d'aides sociales).

2. ELLES CRÉENT PLUS D'EMPLOIS QUE LA MOYENNE, PARTOUT ET POUR TOUS

La création d'emplois est un enjeu fondamental des années à venir. Sa dynamique vertueuse est connue : quand les emplois se multiplient, les **recettes fiscales** augmentent, **les déficits se résorbent**, le pouvoir d'achat se renforce. Et un nouvel avenir s'ouvre aux jeunes, aux territoires, aux entreprises. **Les entreprises sociales sont moteurs de « l'économie sociale et solidaire »**, qui crée 2,5 fois plus d'emplois que la moyenne du secteur privé : 440 000 emplois depuis dix ans, soit une croissance de 23 % quand dans le même temps l'emploi privé « traditionnel » n'augmentait que de 7 %. Les entreprises sociales savent par ailleurs **créer de l'emploi là où l'Etat et les collectivités ne savent plus le faire seuls** : dans les territoires fragiles comme les zones rurales, les quartiers sensibles, les bassins en reconversion ; mais aussi pour des personnes en situation de vulnérabilité sociale, psychique et physique que l'entreprise « classique » ne sait pas toujours intégrer et employer. Fortement ancrées dans leur territoires, elles créent des **emplois souvent non-délocalisables** et participent pleinement au dynamisme économique régional et sont les **pionnières du « Made in France »** par la relocalisation d'activités et de la réindustrialisation.

3. ELLES EXERCENT UNE FORTE ATTRACTION AUPRÈS DES JEUNES

L'Economie sociale et solidaire (ESS) représente aujourd'hui 2.3 millions de salariés en France. 620 000 d'entre eux ont plus de 50 ans et partiront à la retraite d'ici à 2020, avec, parmi eux, un taux de cadre assez élevé, de l'ordre de 17% . Ces départ concernent de nombreux champ d'activité traditionnel de l'ESS : la santé, l'action sociale, les banques et l'assurance, l'industrie, etc. Et ce phénomène se retrouve bien sûr au sein des 50 000 entreprises sociales françaises. **Cela représente un gisement d'emploi conséquent** et cette conjoncture favorable à l'emploi de jeunes rencontre **les aspirations d'une nouvelle génération** profondément marquée par les excès du capitalisme financier, qui souhaite remettre l'humain au cœur de l'économie tout en combinant réussite individuelle et intérêt général. Un sondage CSA/Avise montrait en 2010 que les entreprises sociales suscitent un engouement important auprès des jeunes puisque 75% d'entre eux choisiraient prioritairement de postuler dans une entreprise sociale. Aujourd'hui, les entreprises sociales embauchent **des jeunes diplômés de grandes écoles et d'universités** au nez et à la barbe d'entreprises du CAC 40.

UN FORT POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT

L'entrepreneuriat social n'est **ni une mode, ni une énième exception franco-française**. L'Union Européenne en a fait une priorité (initiative Barnier), David Cameron a lancé sa Big Society au Royaume-Uni, Barack Obama lui a consacré une cellule et un fonds à la Maison Blanche, Muhammad Yunus promeut le social business avec les grandes entreprises dans les pays du Sud... Des organisations internationales telle l'OCDE soulignent depuis plus de 10 ans l'existence et l'intérêt de ce potentiel ! Les entreprises sociales sont d'ores et déjà des dizaines de milliers en Europe à lutter contre les exclusions, à maintenir des emplois sur des territoires fragiles, à garantir un juste revenu aux producteurs, à aider les personnes âgées à mieux vivre, à protéger l'environnement ou encore à répondre à de nouveaux besoins sociaux. **Mutations et crises de l'Etat-providence, nouvelles attentes éthiques des consommateurs et des salariés, déficits publics, aggravation des problèmes sociaux et écologiques... créent les conditions d'un changement d'échelle de cet autre manière d'entreprendre portée partout dans le monde.**

COMMENT DÉVELOPPER L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL ?

➔ Cette autre manière d'entreprendre, qui réconcilie la réussite individuelle de l'entrepreneur et le bien commun, reste en France **encore trop méconnue des pouvoirs publics, des acteurs de l'économie « classique » mais aussi de l'opinion**. Son potentiel est sous-évalué, sous-utilisé, les conditions de son essor – financement, fiscalité, accès aux marchés, formation, etc. - encore insuffisamment réunies.

Aujourd'hui la donne peut changer. **Des mesures simples, concrètes, ne nécessitant pas de dépenses publiques supplémentaires** et pouvant être engagées rapidement ont été proposées aux pouvoirs publics par le Mouves pour permettre à cette autre manière d'entreprendre de se développer et à ses acteurs de changer d'échelle.

Pour ce faire, trois axes doivent être privilégiés *:

1. DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT, NOTAMMENT :

- En ouvrant à l'innovation sociale tous les dispositifs en faveur de l'innovation, aujourd'hui massivement orientés en direction de l'innovation technologique (type Oséo).
- En créant au sein de la **Banque Publique d'Investissement** un compartiment dédié au financement des entreprises sociales, pour favoriser leur amorçage, leur développement et leur changement d'échelle, et pour financer l'innovation sociale.

2. OUVRIR L'ACCÈS À DE NOUVEAUX MARCHÉS, NOTAMMENT :

- En augmentant la **part de marchés publics intégrant des clauses sociales et/ou environnementales**, pour permettre aux entreprises sociales d'accéder à davantage de marchés publics et favoriser les rapprochements, les partenariats entre entreprises du secteur de l'économie classique et les entreprises sociales.
- En associant au « **Projet de refondation et de modernisation de l'action publique** » les organismes représentatifs du secteur, pour engager une nouvelle politique de partenariat entre pouvoirs publics et entreprises sociales, source d'optimisation de dépenses publiques et d'impact social renforcé.

3. FAIRE ÉMERGER UNE NOUVELLE GÉNÉRATION D'ENTREPRENEURS SOCIAUX, PLUS SENSIBILISÉE ET MIEUX FORMÉE

- En intégrant systématiquement la sensibilisation à l'entrepreneuriat social dans le « **Plan étudiants entrepreneurs** » porté par les pôles de l'entrepreneuriat étudiant.
- En généralisant de la **sensibilisation à l'entrepreneuriat social dans les collèges et les lycées**, notamment en intégrant l'entrepreneuriat social dans l'accord cadre entre **le Medef et les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur**, qui vise à renforcer les passerelles entre le monde de l'éducation et le monde économique.

— LABELLISER : UNE PROPOSITION TRANSVERSALE

L'ensemble de ces mesures pourraient s'appuyer sur un outil central, un « label entreprise sociale » co-construit et cogéré entre acteurs et pouvoirs publics. Ce label constituerait **la pierre angulaire d'une politique publique ambitieuse et durable en faveur de l'entrepreneuriat social**.

- Il viserait à améliorer la visibilité et la lisibilité des entreprises sociales auprès des différents partenaires de son développement (investisseurs publics et privés, consommateurs...).
- Il contribuera également à éviter les dérives et les récupérations (socialwashing, en plein essor) et facilitera fortement l'action des politiques publiques en faveur des entreprises sociales en assortissant d'incitations positives - accès privilégié à des financements, marchés publics, et fiscalité - en contrepartie d'engagements mesurables et mesurés de l'impact social.

Ce label est d'ores et déjà à l'étude au sein du **Conseil supérieur de l'Economie sociale et solidaire** dans la lignée du Rapport Vercamer qui avait retenu cette proposition du Mouves.

*Retrouvez le plaidoyer du Mouves dans « L'efficacité économique au service de l'intérêt général », le Livre Blanc des entrepreneurs sociaux, éditions Rue de l'échiquier, 2012

LE MOUVEMENT DES ENTREPRENEURS SOCIAUX (MOUVES)

➔ Le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) représente **300 dirigeants d'entreprises sociales**. C'est un **mouvement de personnes**, qui ont souhaité se rassembler en 2010 pour faire connaître leurs modèles, leurs solutions et peser politiquement. Leur credo ? Placer l'efficacité économique au service de l'intérêt général.

Leurs entreprises sont de **taille très variées** (de la micro-entreprise au grand groupe) et sont **positionnées sur des secteurs divers**, du commerce équitable à la prise en charge de la dépendance en passant par les filières de la croissance verte et celles de la santé ; **avec des statuts différents** : SA(S), association, coopérative, entreprise d'insertion, mutuelles, etc. Elles respectent toutes les critères de l'entreprise sociale du Mouves et assurent leur finalité sociale par une lucrativité limitée.

SES MISSIONS

Le Mouves s'est donnée trois missions principales :

- 1. Animer et faire grandir une large communauté d'entrepreneurs sociaux, sources d'échange, de propositions et d'initiatives**
 - Au niveau régional, via des **établissements locaux actifs et légers constitués d'entrepreneurs sociaux et de partenaires**, ayant vocation à s'approprier les chantiers du Mouvement et à les traduire opérationnellement au niveau territorial, mais aussi à être **force de proposition et d'innovation sur le plan national**.
 - Au niveau national, en favorisant les échanges entre entrepreneurs sociaux venant de toutes les régions de France et en initiant des **relations avec des entrepreneurs sociaux d'autres pays**.
- 2. Faire connaître leurs secteurs d'intervention, leurs métiers et leurs solutions**
 - En **rendant visible l'entrepreneuriat social** au-delà des cercles d'initiés et de militants ; en montrant que c'est un métier d'avenir, qui s'apprend et que l'entrepreneuriat social ne représente pas une économie marginale, à côté de l'économie classique, mais bien une économie à part entière, l'économie de demain.
 - En **communicant systématiquement par l'exemple**, en mettant en avant des réussites d'entrepreneurs sociaux, pour provoquer une contagion par l'exemple, et in fine, faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs sociaux.
- 3. Contribuer à la création d'un environnement favorable à leur essor, en France comme en Europe**
 - En proposant aux **pouvoirs publics français et européens de s'engager fortement** pour la démultiplication des trois ressources essentielles qui permettront à l'entrepreneuriat social de changer d'échelle : plus d'hommes et de femmes compétents et entreprenants, plus de marchés publics, privés et citoyens, plus de capitaux pour la croissance, l'innovation et la consolidation.
 - En encourageant et en promouvant les **partenariats gagnant-gagnant** avec les acteurs de l'économie classique, grandes entreprises et PME.

Outre l'animation quotidienne d'une communauté d'adhérents, l'organisation régulière d'événements autour de l'entrepreneuriat social au niveau national et régional, **le Mouves travaille très concrètement de nombreux chantiers d'avenir pour l'entrepreneuriat social avec ses partenaires** comme l'innovation sociale, « l'intrapreneuriat social », la formation et la sensibilisation à l'entrepreneuriat social la mesure de l'impact social, les nouvelles alliances entre entreprises sociales et classiques, les financements et les nouveaux marchés.

SON ORGANISATION

- Une équipe nationale et régionale de 6 permanents qui assurent la pérennité de son travail.
- Un financement aux origines variées qui garantit son indépendance et sa liberté d'action (cotisations de ses membres - à terme, au moins 50% des ressources – et apports de partenaires publics et privés).
- Le Mouves est actuellement présidé par André Dupon, Président exécutif du Groupe Vitamine T, élu pour 3 ans par les adhérents du mouvement en 2013.
- Un réseau de partenaires mobilisés sur les chantiers du Mouves.

PRINCIPALES RÉALISATIONS

Depuis 2010, le Mouves a activement contribué au développement de l'entrepreneuriat social en France et en Europe :

Participation à l'élaboration du Rapport Vercamer sur l'économie sociale et solidaire

Le rapport Vercamer a été commandé par François Fillon en 2009, alors Premier Ministre, pour identifier les leviers et les freins à la création d'entreprises sociales. Le Premier Ministre indiquait alors que l'entrepreneuriat social, moins développé que dans nos pays voisins, constituait un **levier pour la croissance française** et «un gisement de richesses et d'emplois considérable». Le Mouves y a activement contribué et ses préconisations pour la création d'un **Label «entreprise sociale»** y figurent.

Contribution active à l'Initiative pour l'entrepreneuriat social de la Commission Européenne

Cette initiative **portée par Michel Barnier** a pour mission d'améliorer l'accès aux financements des entreprises sociales, améliorer leur visibilité et simplifier leur environnement juridique au niveau européen. http://ec.europa.eu/internal_market/social_business/index_fr.htm

Participation active à la campagne présidentielle et législative avec une plateforme de proposition pour développer l'entrepreneuriat social, le « Livre Blanc des entrepreneurs sociaux ».

Véritable plaidoyer opérationnel dont certaines propositions nourrissent actuellement le Ministère de l'Economie Sociale et Solidaire, le **Livre Blanc des entrepreneurs sociaux** propose des pistes d'action concrètes pour développer cette autre manière d'entreprendre. C'est aussi un **document pédagogique utile** à tous ceux qui souhaitent comprendre ce qu'est l'entrepreneuriat social et agir pour son changement d'échelle. <http://www.ruedelechiquier.net/>

Participation aux travaux du Conseil Supérieur de l'ESS.

Mise en place d'une **loi cadre sur l'ESS** et d'un label entreprise sociale. Travaux en cours.

Création d'une Boîte à outils de l'innovation sociale avec l'Avise pour caractériser et définir l'innovation sociale

Pour permettre le **financement de l'innovation sociale** au même titre que l'innovation technologique (type Oséo), le Mouves, l'Avise, France Active, l'Essec et d'autres partenaires se sont associés pour établir une liste de critères de permettant de caractériser l'innovation sociale. Une boîte à outils qui répertorie également d'autres leviers comme le **Crédit d'Impôt Recherche (CIR)** a été élaborée. <http://entrepreneur-social.net/innovation/>

Un Tour des régions de l'entrepreneuriat social entre 2012 et 2013

Pour montrer que les entreprises sociales sont présentes partout en France avec autant de solutions aux besoins sociaux et environnementaux, le Mouves organise un Tour des régions de l'entrepreneuriat social. **7 événements** (ateliers créatifs, conférences, workshops) dans **7 régions où dialogueront décideurs, citoyens, entrepreneurs et étudiants** avec le même objectif : créer un environnement favorable au développement de l'entrepreneuriat social ! **Le Mouves invite les journalistes à venir à la rencontre des entrepreneurs sociaux de leur région.**

LES PARTENAIRES DU MOUVES

Ils sont Grands Partenaires

Le Crédit Coopératif, la Macif, le Groupe Vitamine T, le Groupe SOS, la Fondation Immochan.

Ils soutiennent le Mouves

Ares, Alterna, Communication & Institution, la Fédération Envie, France Active, le Groupe AlterEos, Juratri, La Nef, Le Comptoir de l'innovation.

Les Pouvoirs publics qui accompagnent son développement

La Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGCS), la Mairie de Paris, la Région Île-de-France, le Grand Toulouse, le Conseil Général des Hauts-de-Seine, le Conseil Général de Bourgogne, le Grand Dijon.

Ils travaillent avec le Mouves

Adress, Ashoka, la Croix Rouge française, Entreprendre & +, Evolution, la Fondation Vinci, l'Institut de l'Entrepreneuriat de l'Université Catholique de Lille, La Plate-Forme du Commerce Equitable (PFCE), Phitrust, l'Union Nationale des Entreprises Adaptées (UNEA), l'Union Régionale des Entreprises d'Insertion (UREI) Midi-Pyrénées, l'UREI Rhône-Alpes, l'Avise, l'ESSEC, Enactus (ex SIFE), le Réseau Entreprendre, le Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI), l'Institut du Service Civique, DDB Share.

ILS PARLENT DU MOUVES



NOVEMBRE
HORS-SÉRIE «CES MÉTIERS QUI CHANGENT LE MONDE»



LE 19 MAI 2012
L'ESS ENFIN RECONNUE PAR L'ÉTAT



LE 25 OCTOBRE 2012
ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE.



LE 28 AVRIL 2012
UNE ÉCONOMIE PLUS HUMAINE, EFFICACE ET COMPÉTITIVE



C'EST MON BOULOT, LE 10 OCTOBRE 2012
L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN PREMIÈRE LIGNE POUR LES EMPLOIS D'AVENIR



LE 12 MARS 2012
LES ENTREPRENEURS SOCIAUX FONT AUSSI CAMPAGNE



LE DÉBAT DE MIDI, LE 3 AOÛT 2012
L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL PEUT-IL CHANGER L'ENTREPRISE ?



BUSINESS CLUB DE FRANCE, LE 4 FÉVRIER 2012
MADE IN FRANCE ET ENTREPRENEURIAT SOCIAL



LE 21 MAI 2012
PME, ÉNERGIE, AGROALIMENTAIRE, ÉCONOMIE SOCIALE : LES ENTREPRISES ÉCLATÉES ENTRE MINISTÈRES



FÉVRIER 2012
TENDANCES 2012 : DOSSIER DE LA CROIX SUR L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

[Pour d'autres articles, accédez à la revue de presse 2012 du Mouves.](#)